



POUR DES POSTES STATUTAIRES ET LA FIN DE LA PRÉCARITÉ

Toutes et tous en grève et d'action le 26 janvier 2021

Un budget loin de traduire une ambition éducative, un état de fatigue de tous les personnels jamais atteint, un épuisement dû à des années de dégradation des conditions de travail... Les personnels de l'Éducation expriment de fortes attentes et ont des exigences. Cependant, entre attermolements et improvisation permanente, Jean-Michel Blanquer reste sourd à leurs aspirations et à nos revendications. Alors qu'il y a urgence, il persiste à ignorer la situation dans les établissements pour les personnels et les élèves et poursuit sa politique destructive.

Personnels AED et AESH, laboratoire de la flexibilité

Les conditions de travail des **personnels AED** se sont dégradées avec la gestion d'un protocole difficilement applicable. En imposant des contrats de 6 ans maximum, l'Institution a condamné ces personnels à être jetables et corvéables à merci. Censé offrir de meilleures perspectives, la préprofessionnalisation des Aed n'est qu'un leurre pour les personnels et une aubaine pour l'administration qui s'offre des moyens d'enseignement à moindres frais.

Quant aux **personnels AESH**, la multiplication des démissions permet de comprendre à quel point ces personnels sont en souffrance: rémunérations indécentes, temps partiels imposés, mobilité dans les PIALs... La crise sanitaire a souligné le mépris et la maltraitance du ministère à leur égard alors qu'il vante sa politique d'inclusion.

Exigeons pour les AED, des contrats de 6 ans plutôt que d'un an et la titularisation sur des postes de la Fonction publique.

Exigeons pour les AESH, la fin des temps partiels imposés et la possibilité d'un temps plein pour toutes et tous.

Les autres catégories de personnels précaires

La loi de transformation de la Fonction publique a institutionnalisé la précarité, y compris dans notre secteur. En limitant les recrutements de personnels statutaires, en réduisant les moyens de remplacement et en exploitant les quotas d'heures supplémentaires, l'Éducation nationale recrute des personnels non-titulaires. Elle fait ainsi le choix de la précarité comme levier de gestion des ressources humaines.

Et leurs conditions d'exercice sont inacceptables : enchaînement des CDD (avec des services parfois incomplets), affectations éloignées ou multiples, inégalité de traitement, non-renouvellement ou licenciement. Les personnels contractuels sont donc une variable d'ajustement pour le ministère.

C'est particulièrement le cas cette année avec le non-renouvellement brutal de contrats en décembre pour raison budgétaire dans certaines académies.

Mobilisons-nous pour obtenir une gestion digne de toutes les non-titulaires (ATSS, enseignant.es, Vie Scolaire) de l'Éducation nationale et un plan de titularisation sans condition de concours ni de nationalité.

L'ÉDUCATION
NATIONALE
prise pour CIBLE



toutes et tous en
GRÈVE LE 26 JANVIER

AED ET AESH, gagnons des conditions de travail dignes et un vrai statut

Pour les AED, exigeons;

- la réduction des horaires de travail avec un service hebdomadaire sur 36 semaines plus une semaine de préparation de la rentrée afin de pouvoir suivre normalement des études et/ou préparer des concours (soit 24h hebdos à un temps plein en externat et en 28h hebdos en internat)
- l'accès à une titularisation et l'abrogation de l'actuel statut. Revendiquons la création deux nouveaux corps statutaires de la Fonction publique doivent (**Étudiant-es surveillant-es et Personnels de Vie Scolaire, d'Éducation et d'Animation**) être créés pour reconnaître ces missions.



Pour un plan de titularisation sans condition de concours ni de nationalité

Pour les AESH, exigeons;

- un temps de service intégrant non seulement le temps de présence avec élèves mais aussi tous les temps de concertation, de réunions d'équipe de suivi de scolarité (ESS), de rencontres avec la famille, d'échanges avec l'enseignant-e et de formation initiale et continue;
- La création d'un vrai statut de fonctionnaire de catégorie B.

Mobilisons-nous toutes et tous pour nos salaires, nos conditions de travail

et des postes supplémentaires !

Pour tous et toutes les non-titulaires de l'Éducation nationale, revendiquons :

- la garantie de réemploi des non-titulaires ;
- l'ouverture massif de listes complémentaires aux concours et l'admission de tou-tes les admissibles aux concours internes ;
- la cohérence de gestion avec une grille de salaire alignée sur celle des titulaires (sans rémunération au mérite) ;
- le renforcement des droits sociaux des non-titulaires et la reconnaissance de leurs qualifications ;
- un plan de formation réelle et adaptée avant leur prise de fonction initiale et en continu et la reconnaissance des qualifications acquises.



La CGT Educ'action appelle tous les personnels à préparer et à se joindre à la grève et à la mobilisation intersyndicale du 26 janvier dans l'Éducation

et

à la mobilisation interprofessionnelle du 04 février.